

Les céréales sont, depuis un an, un dossier empoisonné pour Bruxelles. Entre les agriculteurs de l'Union, qui ne décollent pas contre l'afflux de produits agricoles ukrainiens du fait de la levée des droits de douane, et Kiev, qui a un besoin vital de ressources pour faire tenir l'économie du pays, les voies de passage sont très étroites, voire inexistantes, tant le sujet est inflammable. Faire un geste pour les uns, c'est s'attirer les foudres des autres. Il n'y a que des coups à prendre.

Jeudi soir, à l'issue de la première journée du sommet européen qui se tenait à Bruxelles, Ursula von der Leyen a tenté de mettre tout le monde d'accord en confirmant que la Commission envisageait bien d'imposer des droits de douane sur les céréales venant de Russie. La proposition, qui vaut aussi pour les produits biélorusses, est prête. « Il y a plusieurs bonnes raisons de la faire. Cela empêchera les céréales russes de déstabiliser le marché européen de ces produits. Cela empêchera la Russie d'utiliser les revenus de l'exportation de ces produits vers l'Union européenne. Et cela garantira que les exportations russes illégales de céréales ukrainiennes volées n'entrent pas sur le marché de l'UE », a justifié la présidente de l'exécutif européen.

Cette mesure était attendue par Kiev. « Nous constatons que, malheureusement, l'accès de la Russie au marché agricole européen reste illimité. Et lors que des céréales ukrainiennes sont jetées sur les routes (par des agriculteurs polonais en colère, NDLR), des produits russes continuent d'être acheminés vers l'Europe (...). C'est injuste », déplorait, jeudi après-midi, le président Zelensky dans une vidéo diffusée aux Vingt-Sept.

Décourager les importations

Les droits de douane frapperaient les céréales, les oléagineux et les produits dérivés. Et leur niveau proposé est très élevé. De l'ordre de 95 euros par tonne pour des produits vendus de 200 à 220 euros la tonne. Les droits, explique un fonctionnaire européen, « seront suffisamment hauts pour décourager les importations actuelles ». Ce n'est pas tout. Selon cette proposition, la Russie et la Biélorussie ne bénéficieraient plus des quotas de l'UE auprès de l'OMC sur les céréales.

C'est la première fois, depuis le début de la guerre en Ukraine, que l'Europe vise les produits agricoles russes. Bruxelles a longtemps redouté les conséquences de telles mesures sur le commerce mondial des céréales et l'approvisionnement des pays du Sud. C'est aussi à cause de ces risques que la mise en place de droits de douane est préférée à des sanctions. « Il faut que les céréales russes puissent continuer à passer par l'UE », explique un fonctionnaire européen, pour transiter vers l'Asie et l'Afrique. Lequel estime que des droits de douane « n'auront pas d'impact majeur sur le niveau des prix ».

La Russie a exporté au total 4,2 millions de tonnes de produits agricoles vers l'UE en 2023 (dont 1,5 million pour

Des moissonneuses-batteuses récoltent du blé à Cheriaksky, dans l'oblast d'Omsk, en Russie.



ALEXIS MALANCON/REUTERS

Agriculture : l'Europe lance l'offensive contre les céréales russes

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles et Clara Galtier

La Commission propose de taxer les importations russes de céréales. Une mesure qui vise autant à calmer la colère des agriculteurs européens qu'à apaiser Kiev.

les seules céréales) pour une valeur de 1,3 milliard d'euros. Les volumes sont bien plus modestes pour la Biélorussie : 610 000 tonnes, représentant 246 millions d'euros. Si ces échanges restent faibles, c'est l'afflux du blé russe très compétitif qui inquiète les exportateurs européens. La filière française en tête, première productrice des Vingt-Sept. Cinq cents acteurs du secteur se sont réunis à Paris mercredi à l'occasion d'une journée de réflexion sur « la menace russe ».

Ce blé russe, qui vient dans une moindre mesure s'ajouter aux grains ukrainiens, « c'est nouveau dans l'UE, commente Philippe Heuslé, céréalier chargé des relations internationales à InterCéréales. Avant la guerre, il n'y avait pratiquement pas de produits russes ». Les prix cassés pratiqués par Moscou exercent une pression sur les cours

mondiaux, qui ne finissent pas de dégringoler. Sur le marché européen, ils sont tombés à leur plus bas niveau depuis l'été 2020.

Montée en puissance russe

Les Français voient d'un très mauvais œil cette remise en cause de leur compétitivité, d'autant qu'elle a lieu sur leurs marchés historiques, comme l'Algérie. La France, qui fournissait plus de la moitié des achats de l'Algérie, a vu sa part de marché tomber à 20 % lors de la dernière campagne. Alors qu'Algérie, avant la guerre en Ukraine, n'achetait pas du tout russe, il devrait recevoir cette année « 2,5 millions de tonnes de blé de Russie, soit entre 40 % à 50 % de ses besoins », selon Sébastien Abis, expert agricole, directeur du club Demeter.

Le Maroc, gros importateur, qui s'est retrouvé en difficulté lors de la flambée

du cours de la céréale en 2022, a modifié ses règles commerciales pour pouvoir s'approvisionner en Russie. Le volume reste toutefois anecdotique, estimé cette année à 400 000 tonnes, la France restant pour le moment toujours dominante.

Année après année, grâce à des productions records, le blé russe gagne en intensité de volume et de présence sur le marché mondial. Cette montée en puissance est due à une météo favorable et à de très bons rendements grâce à des engrais à bas prix, la Russie étant le premier exportateur mondial. Le pays de Vladimir Poutine gagne des parts de marché, soutenu par des coûts de production bien inférieurs et une stratégie offensive auprès des importateurs en Afrique et au Moyen-Orient. Moscou a livré gratuitement 200 000 tonnes de blé à six pays afri-

cains, s'affranchissant des règles saines de concurrence pour s'offrir, dans le même temps, de l'influence.

La superpuissance agricole passe de plus en plus de contrats bilatéraux, en dehors des marchés, comme avec l'Égypte ou la Chine. « On ne voit pas les volumes dans les appels d'offres, ni les prix », explique Gautier Le Molgat, du cabinet Agritel. De plus, en Russie, le négoce du blé est étatisé. L'une des principales banques inféodées au pouvoir est un opérateur majeur d'exportation de blé du pays, faisant de la céréale un enjeu stratégique national.

Moscou devrait franchir cette année la barre symbolique des 50 millions de tonnes d'exportation. Le marché mondial du blé restera sous sa domination dans le futur, « sauf à imaginer qu'il y ait une relance de production sur le continent européen », veut croire Sébastien Abis. ■

Allianz veut protéger les maisons contre les inondations

Danièle Guinot

L'assureur allemand est partenaire du premier centre d'essai de solutions de protection des habitations.

Soudain l'eau monte autour d'un mobile home et un boudin rempli d'air apparaît progressivement, déplaçant sous lui une bâche noire étanche, empêchant l'eau de pénétrer à l'intérieur. Cette solution innovante, plus sophistiquée et efficace que les traditionnels sacs de sables placés devant les habitations pour tenter de les protéger contre les inondations, a été développée par la start-up française Floodframe. Elle a été testée jeudi devant un parterre d'élus locaux et de représentants associatifs, lors de l'inauguration d'un centre d'essai contre les inondations, situé à Baziege, à 25 kilomètres de Toulouse. Un thème d'actualité en France, où, ces derniers mois, de nombreuses communes et régions ont été noyées sous les eaux.

Uniquement en France, le centre d'essai de Baziege comprend un grand bassin de 12 mètres de côté dans lequel sont testées les différentes solutions de lutte contre les inondations. « C'est un endroit où on peut tester dans des conditions contrôlées des systèmes de protection contre les inondations », explique Rémi Alquier, le directeur général de Floodframe.

Créée en 2021, la jeune pousse a repris les brevets d'une société danoise pour élaborer sa solution, qui s'apparente à une sorte d'airbag placé autour des maisons. Même s'il est encore en phase de test, le prototype, facturé 500 euros en moyenne le mètre (20 000 euros environ pour une maison de 200 m² au sol), a déjà été installé sur plusieurs sites, dont la Maison Henri IV à Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Maritime). Des concurrents de Floodframe, comme l'entreprise Flowstop qui développe des barreaux gonflables – la version moderne du sac de sable –, ont aussi installé leurs prototypes dans ce centre d'essai.

D'un coût total de 220 000 euros, le centre de Baziege et les premières expérimentations sont financés par Floodframe, le conseil régional d'Occitanie (à hauteur de 100 000 euros), mais aussi par Allianz, partenaire du projet. À l'instar de l'ensemble du secteur, l'assureur allemand est concerné au premier chef par les dégâts causés par les inondations puisqu'il doit sortir le

portefeuille pour payer les réparations de ces sinistres. L'an dernier, il a ainsi déboursé entre 50 et 100 millions d'euros au titre des inondations en France, sur les 300 millions que lui ont coûtés les catastrophes naturelles.

« L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles soulève la question de l'assurabilité des risques »

Pierre Vaysse

Membre du comité exécutif d'Allianz

Les enjeux sont aujourd'hui énormes pour toutes les compagnies d'assurances. En France, environ un quart des maisons sont potentiellement exposées au risque d'inondation, selon la Caisse centrale de réassurance (CCR). La facture s'annonce extrêmement salée et pourrait dépasser les 50 milliards d'euros entre 2020 et 2050, deux fois plus que sur la période 1989-2019, anticipe France Assureurs.

« L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles soulève la question de l'assurabilité des risques », explique Pierre Vaysse, membre du comité exécutif d'Allianz. Augmenter la surprime finançant le régime public privé de catastrophes naturelles (dit « régime Cat-Nat », NDLR) ne suffira pas dans la durée. Nous devons également trouver des solutions de prévention. « La prévention sera un des clés de la préservation de nos territoires et de la protection de nos habitants », a abordé jeudi dans une vidéo Dominique Faure, la ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales.

Dans les régions les plus exposées aux inondations, certains professionnels et particuliers peinent déjà à s'assurer. C'est ce qui arrive à Yan Lépineux, propriétaire d'un camping à Plaisance, dans le Gers. Après avoir été inondé 25 fois en quinze ans, il a vu son assureur résilier son contrat en 2014. Depuis, il ne trouve pas de nouvelle compagnie. Pour changer la donne, il a équipé un mobile home (sur dix) et un chalet (sur 14) avec les dispositifs de

Floodframe. « L'installation de dispositifs efficaces peut par exemple permettre de diminuer les primes et les franchises demandées aux clients particuliers, voire de faire revenir dans l'assurabilité des professionnels », assure Pierre Vaysse. Il reste que, à ce jour, il n'existe pas encore de normes permettant d'évaluer l'efficacité des prototypes de protection des habitations contre les inondations. L'Afnor, l'organisme de certification, vient de se saisir du sujet. Cela permettra de développer le centre d'essai de Baziege, qui pourrait aussi devenir un centre de certification.

Allianz ambitionne d'en faire son centre d'essai européen contre les inondations, à l'image des deux autres centres de recherche dont l'assureur dispose déjà : à Munich, depuis cinquante ans, avec des essais sur les voitures, ou en Turquie, pour la recherche sismique. Les prototypes testés à Baziege pourraient également être utilisés pour lutter contre les dégâts causés sur le bâti par la sécheresse, l'autre épine de Damocles placée au-dessus des Français et des assureurs. ■